Paru dans *Junge Freiheit*

Nouvelles émeutes en banlieues

A la différence de celles de l'automne 1995, qui avaient à touché presque toute la France, les violentes émeutes survenues à Villiers-le-Bel, dans la banlieue de Paris, après l'accident de circulation au cours duquel deux jeunes immigrés de 15 et 16 ans ont trouvé la mort en venant percuter une voiture de police, n'ont duré que quatre nuits. Mais ce furent des nuits chaudes.

Après l'accident initial, survenu boulevard Salvador-Allende, il a fallu près de sept heures de bataille rangée aux policiers pour pouvoir retourner sur place et y faire les constatations d'usage. Bilan : plus de 130 policiers blessés, dont certains gravement à coups de barres de fer ou (pour la première fois) avec des armes à feu, des voitures brûlées, une bibliothèque municipale et une école maternelle incendiées.

La cause des émeutes peut varier, mais le scénario est toujours identique. Le moindre incident mettant en cause la police et aboutissant à la mort d'un « jeune » constitue l'étincelle qui met le feu aux poudres. Dans les quartiers « de non-droit », où les forces de l'ordre ne pénètrent pas, sinon pour procéder à des interpellations, la situation est potentiellement explosive. C'est la raison pour laquelle les pouvoirs publics redoutent avant tout la « bavure ». A Villiers-le-Bel, un commissaire de police a été lynché et hospitalisé, un policier blessé a reçu 18 plombs de chasse dans le corps, un autre a perdu un œil, mais aucun émeutier n'a été dû être conduit à l'hôpital. Beaucoup parlent de « guérilla urbaine », mais en oubliant une chose : c'est une guérilla où, sur ordre, les forces de police ne ripostent pas.

A l'Assemblée nationale, le Premier ministre François Fillon a déclaré que les émeutes de Villiers-le-Bel étaient « incompréhensibles ». Parole révélatrice, qui montre bien que la classe politique n'a encore pas compris la réalité des choses et ne possède aucune réponse cohérente à une situation dramatique qu'elle a laissé s'installer depuis plus de vingt ans. La classe politique ne sait faire qu'une chose : distribuer des subventions. Des sommes considérables ont ainsi été déversées sur les banlieues sans aucun résultat.

Pour la droite, les causes des émeutes sont « raciales » ; pour la gauche, qui en tient souvent pour la « culture de l'excuse », elles sont d'abord « sociales ». Prises séparément, elles ont tort toutes les deux. Mais elles ont raison ensemble. Lorsque des émeutes sont à 99 % le fait de jeunes Noirs ou de jeunes Maghrébins, il n'est pas raisonnable de ne pas prendre en compte un facteur ethnique. Mais l'environnement social joue de toute évidence un rôle d'accélérateur du conflit culturel. Les quartiers dits « difficiles » (ou « sensibles »)

sont des quartiers où le chômage atteint en moyenne près de 50 % pour les jeunes de moins de 25 ans, où les familles sont depuis longtemps désintégrées, où l'économie « parallèle » (ou « souterraine »), en clair les trafics de toutes sortes, est florissante. Aussi longtemps qu'il sera plus rentable pour un jeune de devenir dealer plutôt que d'occuper un métier normal, cette situation perdurera.

On a supprimé en France le service militaire, sans réaliser qu'il jouait aussi un rôle social. Les projets de « service civil » ont été abandonnés. La société actuelle est incapable d'offrir à ces jeunes un grand projet collectif dans lequel ils pourraient se reconnaître.

Les émeutiers ne sont nullement des révolutionnaires professionnels (ce qui supposerait qu'ils aient au moins une conscience politique et des convictions) et moins encore des agitateurs islamistes. Ce sont des jeunes pour qui la violence et la délinquance sont devenus un mode de vie. Ils sont mus par la « haine », mais ne savent pas ce qu'ils veulent. Convaincus de n'avoir pas d'avenir, dotés d'un passé problématique, ils vivent dans l'instant présent. Ils ne représentent au fond qu'un aspect du nihilisme occidental contemporain. « Ce ne sont pas des opprimés en lutte, mais des névrosés sociaux », disait récemment le sociologue Alain Soral.

La droite dit fréquemment qu'ils sont « inassimilables », mais leur reproche en même temps de ne pas vouloir s'intégrer, ce qui est un peu contradictoire. S'intégrer à quoi, d'ailleurs ? Ils sont en réalité parfaitement intégrés au système de la marchandise et de la consommation, dont ils partagent toutes les aspirations (objectif unique : l'argent). Ce à quoi ils ne sont pas intégrés, c'est à un pays qui serait autre chose qu'une simple addition d'individus. « La France » ne signifie rien pour eux en dehors d'une localisation géographique. Ils ne s'y reconnaissent pas, et beaucoup d'entre eux la méprisent, haïssant par principe tout ce qui leur apparaît comme des symboles du pouvoir de l'Etat.

Beaucoup de jeunes issus de l'immigration ne se sentent absolument pas Français. Titulaires d'une nationalité française obtenue en vertu du « droit du sol », les plus jeunes (qui sont aussi les plus violents) se sentent rejetés par la société française et détestent tout ce qui est « gaulois ». Dans les matchs de football, ils sifflent « La Marseillaise ». Mais leur identification au pays d'origine de leurs parents ou de leurs grands-parents relève avant tout du fantasme. Ils ne se sentent pas d'ici, sans parvenir à s'affirmer d'ailleurs. La vérité est qu'ils n'appartiennent à aucune culture, sinon la culture médiatique ou celle du néo-matriarcat de la marchandise, ce qui renforce encore leur propension au nihilisme.

Les deux jeunes morts à Villiers-le-Bel, Lakami Samoura et Moshin Cehhouli, possédaient l'un et l'autre la nationalité française. Pourtant, l'un a été enterré au Maroc, et l'autre au Sénégal.

Alain de Benoist

(2 décembre 2007)